

Alphabétiser plutôt qu'exclure

■ “Lire et écrire” dénonce les “retombées préoccupantes” des politiques d'activation.

Lire, écrire, compter, calculer... Pour un adulte francophone sur cinq, ce n'est pas simple. Autrement posé : 650 000 personnes âgées de plus de 15 ans ont du mal avec les chiffres et les lettres en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les besoins en matière d'alphabétisation sont donc immenses. Chaque année, environ 16 000 personnes entament une formation, dont 5 000 dans des groupes organisés par l'ASBL “Lire et écrire”. Selon le baromètre 2015 de l'association, ce sont des femmes, dans 60 % des cas. La toute grande majorité des apprenants (83 %) n'ont aucun diplôme : soit ils n'ont pas été scolarisés (30 %) ; soit ils sont passés par l'école mais sans décrocher le certificat d'études de base (CEB) de fin d'école primaire (53 %).

Voilà quelques chiffres qui mettent le doigt là où ça fait mal. Ils désignent, selon l'ASBL, une des principales causes de l'analphabétisme : le fonctionnement inégalitaire de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les plus fragilisés sont pénalisés

A l'occasion de la journée internationale de l'alphabétisation du 8 septembre, “Lire et écrire” a lancé hier sa campagne annuelle de prise en compte des adultes en grande difficulté de lecture et d'écriture. Objectif : dénoncer les dérives des politiques actuelles d'activation et de contrôle des sans-emploi qui pénalisent les plus fragilisés, dont les adultes en situation d'illettrisme.

Un petit film d'animation sert de fil rouge à cette sensibilisation. “Rosa, la vie en rose” veut être une voix dissonante et porteuse d'espoir face aux mesures qui frappent les personnes en re-

cherche d'emploi ou de formation. Au fil des années, ces réglementations s'intensifient et se durcissent, augmentant encore la vulnérabilité sociale de ce public.

Le scénario du film se base sur des témoignages d'apprenants qui font part de leur découragement et de leur perte d'espoir. “Alors qu'ils demandent à être écoutés, entendus et accompagnés, ce qu'on leur offre le plus souvent, c'est un parcours d'activation vain et complexe : accumuler des preuves administratives de recherche d'emploi plutôt que trouver un travail”, observe “Lire et écrire”.

Dernier exemple en date, le projet individualisé d'intégration sociale (PIIS) obligatoire (d'ici la fin de l'année) pour obtenir un revenu d'intégration sociale (RIS) – le dernier filet de protection sociale.

Selon les pouvoirs publics, cela permettra de favoriser la réintégration sociale et professionnelle et de responsabiliser les personnes.

Pas irresponsables mais démunis...

“Arguments irréalistes”, balaie “Lire et écrire” : les sommes actuellement débloquées à destination du personnel des CPAS sont insuffisantes pour faire face à cette charge supplémentaire. En outre, “les personnes soumises à ces mesures ne se montrent nullement irresponsables mais plutôt démunies face à des injonctions souvent surréalistes”.

Pour l'association, il est temps d'évaluer ces politiques d'activation et d'agir sur les causes du problème. S'il y a persistance de l'analphabétisme dans un pays où la scolarité est obligatoire, c'est parce que l'enseignement n'est pas capable d'amener une partie des enfants issus des classes populaires, belges ou immigrés, à un niveau de maîtrise des compétences de base, raisonne l'association. “Une politique efficace ne passe pas par une plus grande culpabilisation et exclusion des chômeurs et allocataires sociaux.”

An. H.

83 %

APPRENANTS SANS AUCUN DIPLÔME

Où ils ont été scolarisés, ou ils sont passés par l'école sans décrocher le CEB.